

BUREAUX  
BOURNAIS, 69-71, Grande-Rue, Tél. 273.23, 273.24 et 273.25  
TOURCOING, 22, rue Grand, Tél. 27.  
LILLE, 11, rue Palmier, Tél. 223.23.  
PARIS, 22, boulevard Poissonnière, Tél. Provençol, 71.24.  
MOUSCROUX, 10, rue de la Station, Tél. 1.44.  
ANCIENS DIRECTEURS:  
Jean Reboux  
Alfred Reboux  
Madame Alfred Reboux

# Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix-Tourcoing et de la Région



## L'ÉNIGME ITALIENNE

### Que peut-il en sortir?

par Ernest PEZET, député,  
vice-président de la Commission des affaires étrangères.

Le 29 novembre, ici même, je marquais l'importance et le caractère annonciateur des articles du «Giornale d'Italia» (Virginio Gayda) et de «Critica fascista». Ils annonçaient, en effet, la décision du Grand Conseil fasciste et les commentaires du comte Ciano. Il faut les rappeler :

1° L'Italie garde sa position, non de neutre, mais de non-belligérante, à toutes fins éventuelles ;

2° elle reste fidèle à l'axe Rome-Berlin : le pacte d'alliance italo-allemand, interprété dans les rencontres diplomatiques de Milan, Salzbourg et Berlin, reste en vigueur ;

3° elle revendique le respect de ses trafics maritimes indispensables à sa vie ;

4° elle précise que la région balkano-danubienne, du fait de sa conquête de l'Albanie en avril, est pour elle une région « d'intérêt direct » : rien de ce qui s'y passera ne la trouvera indifférente.

Voici ce que cela veut dire :

1° L'énigme italienne dure et durera aussi longtemps que M. Mussolini y trouvera intérêt pour son pays ; mais l'insistance même avec laquelle les commentateurs officiels — voire officiels — expliquent qu'il s'agit non de neutralité, mais de non-belligérance, prouve que l'énigme peut ne pas durer toujours.

Mussolini sait bien ce qu'il veut et ce qu'il ne veut pas : ses vœux et non-vœux dépendent d'événements possibles, sur quoi il fonde ses hypothèses, lesquelles commanderont ses actes lorsqu'elles se réaliseront. A des degrés divers, et pour des raisons antinomiques, tous les belligérants s'en réjouissent : d'où équivoque et, pour certains, désarroi.

2° Il va de soi que le pacte d'alliance germano-italien étant antérieur à la guerre, et la guerre ne l'ayant fait ni jouer ni dénoncer, demeure valable ; sa réaffirmation comble d'aise Berlin, sans étonner Londres et Paris : il faut savoir se contenter du moindre mal. C'est sagesse et bonne politique.

3° Pour mieux affirmer son apparente indifférence à l'égard du conflit, et sa réelle volonté de se comporter en toute indépendance, tout en donnant une platonique satisfaction à l'allié german, l'Italie signale à la France et à l'Angleterre qu'elle entend ne pas souffrir de leur police des mers ; de quoi le Reich se réjouit sans mesure, c'est bien naturel ! A Berlin, aussi, on doit se contenter de peu, ce peu fut-il sans grande portée pratique.

4° Mais — et ce quatrième point est capital — les dirigeants italiens sortent de leur réserve pour affirmer ceci : tout événement qui, du fait d'un tiers, se produirait dans l'aire balkano-danubienne, affecterait directement les intérêts italiens. D'où il suit que l'énigme italienne se mue en une attitude claire et une décision d'action si des événements intervenaient un jour, susceptibles de compromettre l'équilibre — précaire — de cette région.

Quels événements ? provoqués par qui ? Et pourquoi ? ...  
Invasion de la Bessarabie rou-

## Les Russes battent en retraite dans le Nord de la Finlande d'où les chasse l'hiver, et dans la région de Salla où ils auraient perdu trente mille hommes



La région de Länhamari, en Finlande.

Les Russes battent en retraite dans le Nord de la Finlande et le grand danger qui menaçait aujourd'hui la Finlande se trouve ainsi écarté. Le grand froid, allant jusqu'à 30 au-dessous de zéro, a fini par empêcher tout transport.

Les Russes avaient, d'ailleurs, par leur avance, compromis leurs communications avec leur base. La contre-offensive finlandaise eut un effet profondément démoralisant sur les soldats russes qui, mal vêtus et mal équipés, souffrent beaucoup du froid.

Les Russes se sont retirés, sur certains points, de plus de trente kilomètres, en abandonnant des positions gagnées au cours de sanglants combats. Partant de Hoyonjärvi ils reculent vers Petsamo, harcelés par les Finlandais qui leur causent de lourdes pertes.

On peut affirmer, sans rien exagérer, que l'opération russe, telle qu'elle se déroulait, était une catastrophe. Deux compagnies, qui s'étaient aventurées sur la glace, ont été complètement anéanties par les mitrailleuses finlandaises.

Les correspondants suédois annoncent que les Finlandais ont capturé une colonne de cent camions automobiles russes.

On mande, d'autre part, de Ouhangue que les pertes subies par les Russes, sur le front de Salla, atteignent 30.000 hommes.

De grandes quantités de munitions ont été prises par les Finlandais et sont d'autant plus les bienvenues que leur calibre est le même que le calibre utilisé dans l'armée finlandaise.

## A L'UNANIMITÉ ET SANS DÉBAT, LA CHAMBRE A VOTÉ LES CRÉDITS MILITAIRES

Dans un éloquent discours, M. Daladier a justifié l'effort qui est demandé à la collectivité française

Les pertes françaises après trois mois de guerre :

sur terre : 1.136 tués, sur mer : 260, dans les airs : 42

Paris, 22 décembre. — La séance s'ouvre à 9 h. 40.

M. Edouard Herriot rappelle que la conférence des présidents a décidé, hier, de proposer à la Chambre d'adopter sans débat le projet de loi ouvrant les crédits au titre du premier trimestre 1940, pour les besoins de la défense nationale, inscrits à l'ordre du jour de ce matin.

M. Léon Blum déclare que ses amis sont d'avis que la Chambre s'abstienne de tout débat aujourd'hui. Mais un grand débat, en toute liberté, pourra s'instituer dès le début de la session ordinaire de 1940.

M. Léon Blum souhaite que ce débat ait lieu, en comité secret. Il ajoute que le vote des crédits nécessaires à la défense nationale aura, aujourd'hui, la signification d'un geste de volonté et d'insinuation nationale.

M. Louis Marin fait observer que son intervention n'aura pas le sens d'un désaccord avec le gouvernement, pour lequel il voterait même si celui-ci ne le désirait pas (Rires). Seulement, il reste partisan de la liberté de la discussion, surtout quand il s'agit du vote de 55 milliards de crédits de paiements et de 255 milliards de crédits d'engagements.

M. Paul Reynaud. — Les crédits d'engagement ne s'appliquent pas à l'exercice 1940 seulement, mais aussi aux exercices suivants.

M. Louis Marin. — Je prends acte de votre déclaration. Les débats parlementaires n'ont jamais nul à la défense nationale, au contraire ; le gouvernement gagnera à s'appuyer sur le parlement. Les discussions du budget a été profitable. Je voterai les crédits.

M. Herriot fait constater par la Chambre que tout s'est passé régulièrement à la conférence des présidents. Au cours de celle-ci, un membre a demandé, pour montrer à notre pays et à l'étranger l'unanimité du parlement quand il s'agit de la défense nationale, que les crédits militaires soient votés sans débat. La conférence des présidents a adopté cette proposition à l'unanimité. Pour réserver les droits de la Chambre, j'ai déclaré qu'un débat s'ouvrirait sur cette proposition. Je pense, comme M. Louis Marin, qu'il faut maintenir au maximum les droits de la Chambre.

## BILLET PARISIEN

# LA FRANCE SOUS LA CUIRASSE

Paris, 22 décembre (minuit).

Le vote des crédits militaires réclamés par le gouvernement a donné lieu à une manifestation d'union nationale dont il convient de féliciter la Chambre. Par cette manifestation, elle a grandi dans le monde, l'autorité de la France et du gouvernement chargé de la représenter. Elle a répondu aux insinuations du traité de Stuttgart et à certaines propagandes empoisonnées qui s'exercent, selon les propres paroles du président du Conseil, à la fois dans des milieux ouvriers ou prétendus ouvriers, dans des milieux bourgeois, bref, elle a donné aux dirigeants de ce pays l'instrument qu'ils réclamaient pour poursuivre leur tâche.

Il est vrai que M. Daladier, allant au devant des demandes d'explications, a fait un exposé précis et complet de la politique de guerre. Il a répondu par avance à certaines questions que se pose le public. Il n'a pas craint d'aborder le problème délicat de la conduite des opérations. Il l'a fait avec une nécessaire discrétion mais non, toutefois, sans avoir rappelé les résultats déjà obtenus.

La France est engagée dans une guerre qui a pris, jusqu'à présent, une forme insolite. Elle combat avec un minimum de pertes, à l'abri d'une ligne de fortifications dues à des Français clairvoyants aujourd'hui disparus. Faut-il regretter cette apparente immobilité ? M. Daladier ne le pense pas. Il a fait une comparaison entre la fin de 1914 et la fin de 1939, et il a conclu en disant qu'il préférerait les méthodes actuelles à celles des offensives meurtrières et prématurées. Il a pris devant la Chambre l'engagement de rester avare du sang français.

Politique d'attente ? Non, mais de travail intense derrière la cuirasse que la France s'est forgée et qu'elle ne cesse pas de consolider. Politique tendue vers une victoire qui ne doit pas être mutilée, les paroles de M. Hitler n'ayant aucune importance, surtout que ce sont des paroles « d'honneur ».

Du Nord au Jura, la France allonge son réseau de fortifications. Elle fabrique du matériel, fourbit et perfectionne ses armes. Elle défend, avec sa propre cause, toutes les valeurs morales. Et, dans toute la mesure où elle le pourra — mesure qui n'est pas médiocre, a précisé M. Daladier — elle aidera l'héroïque Finlande, dont le nom a été longuement acclamé par l'assemblée.

Le président du Conseil a, d'ailleurs, montré une fois de plus que la France défendait en réalité sa propre vie et qu'il n'y a jamais eu de cause plus juste que la sienne.

René ROUSSEAU.

Le vote des crédits militaires réclamés par le gouvernement a donné lieu à une manifestation d'union nationale dont il convient de féliciter la Chambre. Par cette manifestation, elle a grandi dans le monde, l'autorité de la France et du gouvernement chargé de la représenter. Elle a répondu aux insinuations du traité de Stuttgart et à certaines propagandes empoisonnées qui s'exercent, selon les propres paroles du président du Conseil, à la fois dans des milieux ouvriers ou prétendus ouvriers, dans des milieux bourgeois, bref, elle a donné aux dirigeants de ce pays l'instrument qu'ils réclamaient pour poursuivre leur tâche.

Il est vrai que M. Daladier, allant au devant des demandes d'explications, a fait un exposé précis et complet de la politique de guerre. Il a répondu par avance à certaines questions que se pose le public. Il n'a pas craint d'aborder le problème délicat de la conduite des opérations. Il l'a fait avec une nécessaire discrétion mais non, toutefois, sans avoir rappelé les résultats déjà obtenus.

La France est engagée dans une guerre qui a pris, jusqu'à présent, une forme insolite. Elle combat avec un minimum de pertes, à l'abri d'une ligne de fortifications dues à des Français clairvoyants aujourd'hui disparus. Faut-il regretter cette apparente immobilité ? M. Daladier ne le pense pas. Il a fait une comparaison entre la fin de 1914 et la fin de 1939, et il a conclu en disant qu'il préférerait les méthodes actuelles à celles des offensives meurtrières et prématurées. Il a pris devant la Chambre l'engagement de rester avare du sang français.

Politique d'attente ? Non, mais de travail intense derrière la cuirasse que la France s'est forgée et qu'elle ne cesse pas de consolider. Politique tendue vers une victoire qui ne doit pas être mutilée, les paroles de M. Hitler n'ayant aucune importance, surtout que ce sont des paroles « d'honneur ».

Du Nord au Jura, la France allonge son réseau de fortifications. Elle fabrique du matériel, fourbit et perfectionne ses armes. Elle défend, avec sa propre cause, toutes les valeurs morales. Et, dans toute la mesure où elle le pourra — mesure qui n'est pas médiocre, a précisé M. Daladier — elle aidera l'héroïque Finlande, dont le nom a été longuement acclamé par l'assemblée.

Le président du Conseil a, d'ailleurs, montré une fois de plus que la France défendait en réalité sa propre vie et qu'il n'y a jamais eu de cause plus juste que la sienne.

René ROUSSEAU.



Ph. France-Press (31.420)

## A Paris, heurté par une péniche drossée par le courant LE PONT SAINT-LOUIS S'ÉCROULE DANS LA SEINE entraînant avec lui une dizaine de personnes

Paris, 22 décembre. — Le pont Saint-Louis, qui relie l'île Saint-Louis au quai aux Fleurs, derrière l'église Notre-Dame, s'est effondré vendredi après-midi.

Trois personnes ont été tuées et huit autres blessées.

Le pont était en mauvais état, ayant déjà été heurté à plusieurs reprises par des bateaux lors d'une récente crue de Nevers. Le choc qu'il subit vendredi devait l'emporter.

A 14 h. 15 une péniche chargée de gravats remontait le fleuve en direction de Brécy. Tout à coup, déportée par un tourbillon, elle heurta violemment l'extrémité de l'arcade supportant le tablier du pont. Cet arc-boutant, s'écrasa dans l'eau et repoussa dans le courant la péniche, qui ne fut pas atteinte, mais bascula, entraînant dans l'eau une partie de l'équipage.

Le pont, déséquilibré, s'enfonça tout entier dans le fleuve. Une explosion se produisit immédiatement, accompagnée d'une gerbe de flammes, résultant sans doute de la rupture d'une conduite de gaz et de l'effondrement du pont sur lequel passaient à ce moment plusieurs personnes.

Les secours s'organisent aussitôt sous la direction du préfet de police et du colonel des sapeurs-pompiers des casernes voisines.

Le premier moment d'effroi passé, les témoins donnaient l'alarme, tandis que des sauveteurs se jetaient courageusement à l'eau. Huit personnes seulement purent être retirées, hissées sur la berge et conduites à l'Hôtel-Dieu.

D'après certains témoins une voiture se trouvait aussi sur le pont.

Depuis plusieurs semaines des supports de fonte de l'ouvrage étaient fendus et on avait dû interrompre sur le pont une partie de la circulation. Les voitures ne passaient plus que sur la partie gauche, dont l'accès n'était, d'ailleurs, autorisé que pour les voitures de moins de trois tonnes.

A 15 heures les travaux de déblaiement commencent, exécutés avec précaution. Des ouvriers de la Compagnie du gaz creusent une tranchée, afin de couper la conduite qui s'était enflammée près du pont au contact des fils électriques.

La péniche « Tunisie » qui a causé l'accident est allée s'échouer près du pont aux Chânes.

De nombreux bateaux de sauvetage sillonnent la Seine là où le pont a été coupé entièrement au ras même des deux quais.

Le pont Saint-Louis avait été reconstruit pour la troisième fois en 1877. Il était bâti sur un petit bras de fleuve à un endroit où le courant est toujours très violent et prolongeait le pont Louis-Philippe placé sur le grand bras de la Seine.

## Le communiqué finlandais officiels

### Aujourd'hui Conseil des ministres

Paris, 22 décembre. — Les ministres se réuniront samedi matin en Conseil, à l'Élysée, sous la présidence de M. Albert Lebrun.

## La fin du "Graf-von-Spee" a accru le mécontentement de l'armée contre Hitler

Londres, 22 décembre. — Les journaux britanniques soulignent le profond mécontentement avec lequel les officiers supérieurs de l'armée allemande ont appris que c'est sur les ordres d'Hitler que le commandant du « Graf-von-Spee » a abordé son navire.

Le correspondant du « Daily Express » à Amsterdam, après avoir annoncé que l'amiral Raeder aurait offert sa démission, décrit ainsi les réactions des milieux navals de Berlin :

« L'ordre d'Hitler de couler le « Graf-von-Spee » sans combat est encore plus impopulaire, en Allemagne, que sa collision avec Steiner, au sujet de l'invasion de la Finlande. »

Les observateurs disent que toute la marine allemande critique vivement cet ordre.

Le correspondant du « Daily Telegraph » note aussi la colère des officiers allemands et estime qu'en donnant l'ordre de saborder le « Graf-von-Spee », Hitler a commis l'une des plus grosses méprises de sa carrière.

Parmi les vieux officiers de l'armée et de la marine, la colère et la honte sont très vives.

Le « Times » fait état, dans un éditorial, d'un mécontentement d'un autre ordre : celui qui a régné pen-

## Propos de guerre

# L'OPINION D'UN NEUTRE

Un neutre qui vient de passer dix-huit mois en Allemagne a confié ses impressions à une revue française. Ecrites avec le souci certain de la vérité, ces notes font apparaître le tableau intérieur du Reich sous un jour qui se rapproche sans doute sensiblement du réel. Cela nous semble une mise au point sincère et qu'il est utile de connaître si l'on veut se former une idée exacte de la situation chez l'adversaire.

Quelle est la mentalité de l'Allemand moyen en face des événements qui, depuis bientôt trois ans, bouleversent l'Europe ?

La réponse de notre neutre est claire : on peut dire en général que tous les Allemands sont d'accord avec le gouvernement nazi au sujet de la politique extérieure, des revendications et de l'écrasement de leur pays par le traité de Versailles. Si certains condamnent « in petto » les méthodes employées, la plupart approuvent les annexions successives à cause du faumeux « espace vital ».

Certes, beaucoup d'esprits intelligents reconnaissent sans peine que les dépenses colossales faites pour l'armement, ont empêché l'Allemagne de vivre dans l'aisance. Mais comme ces dépenses étaient indispensables, pensent-ils, pour briser le traité de Versailles, il ne faut pas se regretter.

Et puis, il ne faut jamais oublier que la mentalité générale de l'opinion allemande est, avant tout, le résultat de la Propagande. On peut dire, sans offenser la vérité, écrit ce neutre, qu'une multitude d'Allemands voient ceci ou cela, jugent de telle ou telle manière, parce que la Propagande leur a dit de penser ceci ou cela, de juger de telle ou telle manière... Aussi la mentalité allemande, spécialement devant les faits concrets de ces derniers mois, est-elle exactement conforme à celle que la Propagande nazie a voulu imposer au pays. C'est ainsi que la collision inat-



Le général Weygand a passé en revue, près de Paris, les conductrices des voitures-ambulances qui sont parties vendredi pour la Finlande.



Des petites mains construisent des monstres aériens, diaboliques-hier. Voici des ouvriers poussant sur un chariot l'aile d'un avion de bombardement qu'elles viennent de construire.